

**ARRETE MUNICIPAL
REGLEMENTANT L'ACTIVITE
DE DEMARCHAGE A DOMICILE**

Le Maire de Rieux,

Vu l'article 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Considérant que le nombre des démarchages à domicile se multiplie, qu'il crée une atteinte à la tranquillité publique par la confusion qu'il entretient sur le caractère obligatoire des prestations que ces démarchages prétendent revêtir, malgré le droit ;

Considérant qu'il convient de protéger les personnes mal informées, isolées ou influençables, de telles pratiques, et qu'il convient de toute manière de faire valoir le respect des personnes dérangées à leur domicile par de telles démarches ;

Considérant qu'il est impossible d'interdire purement et simplement ce genre de démarchage (CE, 27 juillet 1984, Ville de Toulouse, n° 44202) ni édicter une réglementation qui, par sa sévérité, aboutirait en fait à une telle prohibition (CE, 26 avril 1993, commune de Méribel-les-Allues, n° 101146), ni même subordonner ces démarchages à une autorisation préalable (CE Ass., 22 juin 1951, Daudignac, n°s 00590 et 02551),

ARRETE

Article 1 : Le démarchage à domicile n'est permis dans la Commune de Rieux que le lundi, de 9 heures à 11 h 30 et de 16 heures à 18 heures.

Article 2 : Il est défendu à tout démarcheur de se prévaloir de l'autorisation de la Commune, celle-ci n'ayant pas à être donnée.

Article 3 : Toute contravention au présent arrêté sera punie dans le cadre dudit Code.

Article 4 : Le Maire, le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Brenouille sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application des dispositions du présent arrêté, une ampliation sera adressée à la Brigade de Gendarmerie de Brenouille.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'AMIENS sis 14 rue Lemercier 80000 Amiens, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle elle est certifiée exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application telerecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr

Le Maire,
Marc MOUILLESEAUX

